

Les services publics ne sont pas une variable d'ajustement mais une nécessité vitale !

14 avril 2020

CGT-INRAE : RN 10 – Porte de St Cyr - 78210 Saint Cyr l'Ecole - Tél : 01.39.53.56.56 - Mail : cgt@inrae.fr – Site / <https://inra.ferc-cgt.org/>

Face à la pandémie de Coronavirus que nous subissons, une évidence s'impose : l'importance de pouvoir s'appuyer sur des services publics forts, qui permettent de maintenir la cohésion sociale et l'équilibre des territoires de notre pays.

En effet, à l'heure de cette crise sanitaire sans précédent, le gouvernement fait largement appel aux moyens (*insuffisants*) et aux agents (*pas assez nombreux*) des trois versants de la Fonction Publique (territoriale, Etat et hospitalière) pour garantir aux usagers le maintien des services essentiels. Macron va même jusqu'à valoriser ces services publics dans ses discours et à clamer leur nécessité à longueur d'allocutions... alors qu'il y a quelques mois, il faisait violemment réprimer leurs manifestations, et que depuis des années les gouvernements successifs comme l'actuel n'ont eu de cesse de les affaiblir méthodiquement en appliquant une politique d'austérité dictée par l'UE.



Et à nos dépens, nous constatons aujourd'hui les conséquences délétères de ces politiques d'austérité sur le fonctionnement de nos services publics. L'hôpital en est un exemple criant.

L'hôpital Saint Antoine à Paris a un message pour les fortunes françaises

#HopitalPublic

#evasionfiscale #fraudefiscale



Nous avons la chance d'avoir un hôpital public avec une médecine d'excellence, pourtant sévèrement malmenée ces dernières années. Des milliers de lits de soins ont été fermés, et ce gouvernement qui prétend « déclarer la guerre » au virus, a même fermé 4200 lits d'hospitalisation en 2018 !

C'est d'ailleurs ce que les professionnels de la Santé et les syndicats, avec la CGT en particulier, n'ont cessé de dénoncer par des mobilisations sans précédent. Les différents ministres de la santé qui se sont succédé sont pourtant restés sourds. Et malgré ce que révèle la crise, ils persistent, même encore aujourd'hui, dans la privatisation rampante de notre système public de santé comme l'indique une [note](#) récente de la Caisse des Dépôts et Consignations¹.

La crise sanitaire met aussi en lumière les conséquences de telles politiques pour la recherche publique : faute de vaccin disponible et de traitement curatif, le Covid-19 peut se propager et continuer à faire des victimes.

Or ces 20 dernières années, les recherches relatives aux coronavirus qui avaient commencé à se développer ont dû être abandonnées faute de financement des équipes sur le long terme, y compris à l'INRA, les gouvernements préférant, dans une vision néo-libérale, financer des projets à court terme. Dans cette situation, une course contre la montre s'engage maintenant pour les équipes de recherche du monde entier. **Mais comment mener des recherches cohérentes, suivies et de qualité avec des équipes précarisées aussi bien en ressources qu'en personnels ?** Comment choisir de façon indépendante les orientations de recherche lorsque les moyens amoindris dépendent entièrement d'agences extérieures ou de réponses à des appels d'offres incessants ?

La crise a-t-elle ouvert les yeux au gouvernement Macron ?

Malheureusement NON ! Car la Ministre Vidal entend continuer avec sa loi LPPR (*Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche*), qui généraliserait la recherche sur projets à court terme et mettrait en place de nouveaux dispositifs de précarité. Et c'est encore un appel à projets qui vient d'être lancé pour le Coronavirus et non un financement pérenne des équipes concernées.

Il est aujourd'hui plus qu'urgent de changer ce mode de financement et de redonner aux équipes de recherche les moyens de travailler sur le long terme. La CGT demande à ce que chaque équipe puisse bénéficier d'une dotation de base significative et pérenne lui permettant de développer ses recherches en toute autonomie. **La LPPR doit être abandonnée !**

Nous avons encore la chance de disposer d'un Service Public sur presque tout notre territoire, malgré un abandon irresponsable du milieu rural, laissant progressivement la place à un secteur privé à la compétence discutable.

Alors qu'une crise telle que nous la connaissons aujourd'hui rend justement indispensable la capacité de réaction et d'anticipation, **il faut pouvoir s'appuyer sur un réseau national disponible et efficace, de la santé à l'enseignement, en passant par la recherche et l'ensemble des services publics.**



C'est pour cela qu'il faut abroger la Loi dite de « Transformation de la Fonction publique » qui remet en cause les fondements du service public, et prévoit en outre la liquidation des CHSCT dont on peut tous voir aujourd'hui le caractère indispensable pour la protection des salariés.

Cette crise aura au moins le mérite de démontrer qu'il est vain de vouloir sacrifier le Service Public sur l'autel d'une vision néolibérale de notre économie... **Dès aujourd'hui, mobilisons-nous massivement** pour qu'une fois cette crise sanitaire passée, aucun gouvernement ne puisse remettre en cause notre vision du Service Public hérité du Conseil National de la Résistance. C'est cet héritage qui grâce à la Sécurité Sociale en particulier, nous permet d'amortir les effets de cette pandémie. **Il faut ainsi revenir immédiatement sur la Loi d'urgence sanitaire qui permet au gouvernement de remettre en cause nombre de droits sociaux (congé, temps de travail, etc...), à coups d'ordonnances.** Le système libéral a failli, le « marché » ne régule rien, mais – pire – aggrave la pandémie. **Le manque de moyens, de masques ou de médicaments sont le résultat des délocalisations des industries pharmaceutiques encouragées par les gouvernements passés comme par l'actuel.** On mesure ici les résultats de cette politique d'asservissement de l'économie aux seules exigences des actionnaires...

La CGT exige que l'Etat reprenne le contrôle total des secteurs stratégiques comme la santé, l'énergie, l'eau, et que s'arrêtent les politiques de privatisation en cours comme celle du dispositif public d'enseignement et de recherche.

CESSONS D'ÊTRE
DES PIONS !!!



BULLETIN
D'ADHÉSION À LA CGT

Bulletin d'adhésion à retourner à la CGT-INRAE

Porte de Saint-Cyr, RN 10, 78210 Saint-Cyr-l'Ecole ou cgt@inrae.fr

Qualité (M ou Mme) :

NOM : Prénom :

Date de naissance :

Corps : Grade : Echelon :

Téléphone : E-mail :